



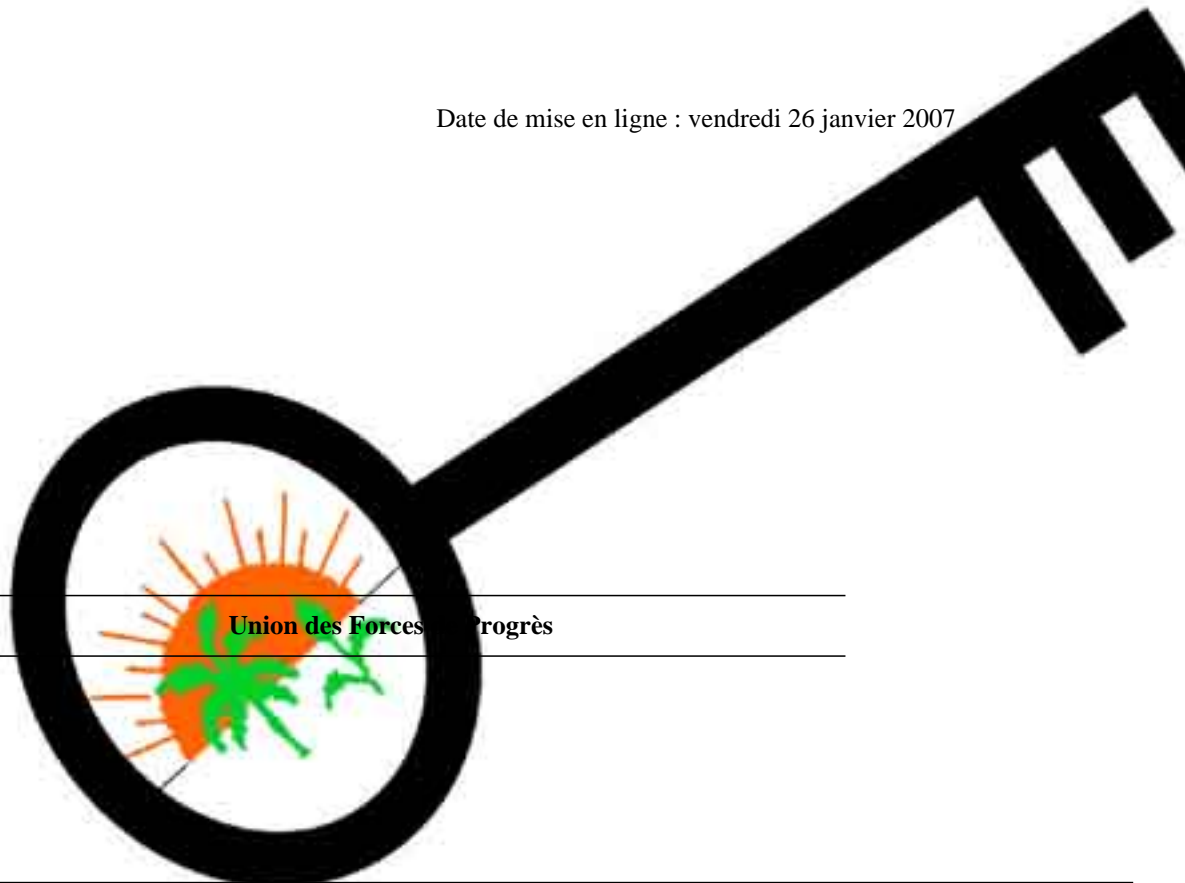
Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article16>

# Conférence de presse de Mohamed Ould Maouloud, candidat à la présidentielle de mars 2007

- Z - Archives -

Date de mise en ligne : vendredi 26 janvier 2007



### « Je n'accepterai pas qu'on nous impose un candidat »

Une semaine après le congrès d'investiture organisé par son parti l'UFP, Mohamed Ould Maouloud, candidat à la présidentielle de mars 2007, a animé une conférence de presse. dimanche 7 janvier 2007, à l'hôtel Halima de Nouakchott.

La première sortie publique de Mohamed Ould Maouloud, candidat de l'UFP à la présidentielle de mars 2007 a été organisée dans la journée d'hier à l'hôtel Halima. L'occasion pour le leader politique d'évoquer ses thèmes de campagne électorale et d'expliquer aux journalistes ses préoccupations de l'heure.

Ouvrant la séance, Ould Moloud s'étalera d'abord sur les raisons de son engagement à la présidentielle et celles qui ont poussé son parti à avancer sa candidature : « je n'ai pas l'habitude de me présenter aux élections... Si j'ai franchi ce pas, et si mon parti a jugé nécessaire ma candidature, c'est que nous avons pour notre pays, un projet national, basé sur la stabilité, un projet progressiste, et pour lequel nous avons besoin de toutes nos forces pour le défendre. Un projet longtemps mûri que nous ne pouvons confier à personne... Nous avons pour tradition de soutenir des candidats (1992, 2003). L'important pour nous était d'oeuvrer contre une situation donnée, marquée par la déliquescence de l'Etat et les violations flagrantes de la démocratie. Aujourd'hui, le contexte a changé, la compétition devrait être libre. Et nous savons que nos chances y sont réelles ».

Répondant à une question portant sur la multiplicité des candidatures au sein de la coalition, le président de l'UFP dira : « nous restons attachés à la Coalition des Forces du Changement. Une réunion a été tenue par cette coordination le 21 décembre dernier au cours de laquelle, nous avons accepté toutes les initiatives. Ainsi, chaque parti peut se présenter aux présidentielles comme il peut aussi soutenir le candidat de son choix, membre du la CFCD. Toutefois, l'option a été prise d'unir toutes nos forces au profit du candidat qui sera porté au deuxième tour ».

A propos de l'immixtion du CMJD dans le processus électoral, le président de l'UPP soutiendra : « l'opinion internationale a les yeux braquée sur nous. Nous n'avons pas le droit de faillir à notre mission qui consiste à mener le processus démocratique à bon port... Aujourd'hui, ce processus est bel et bien menacé, notamment par l'immixtion du CMJD dans les affaires politiques... Les intentions de dévoyer le processus démocratique créent une grave instabilité, laquelle est aujourd'hui à l'origine de la crise de conscience que nous vivons. Or le coup d'Etat de 2005 tire quelque part sa raison, voire sa légalité, du fait de l'instabilité du pays au temps de l'ancien régime... Il faut impérativement assainir le climat politique et s'employer à conduire les élections dans la transparence et la sérénité » précisera-t-il avant d'avancer une solution à la crise « nous souhaitons la tenue d'une réunion regroupant l'ensemble des parties prenantes, qui aura à discuter de la situation pour le bien de la communauté nationale toute entière ».

Répondant à une question portant sur le soutien du CMJD au candidat Sidi Ould Cheikh Abdallahi, le conférencier dira : « j'ai beaucoup de respect pour la personne de Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Personne ne met en cause sa candidature. Ce que je conteste, ce sont les interventions en faveur de quelqu'un, qui qu'il soit. Le CMJD a le devoir patriotique de rester neutre et de conduire les élections dans la transparence. Il s'est engagé lui-même à la neutralité absolue... Partant, on ne peut s'expliquer sa présente attitude... Et le pire, c'est qu'il ne continue de marquer la scène par son silence. Ce que nous déplorons maintenant, c'est le manque de réaction des Autorités face aux accusations dont elles font l'objet sur leur immixtion dans le processus en faveur d'un candidat donné ».

Répondant à une question sur la gestion antérieure, le président Ould Moloud dira qu'une fois au pouvoir, il ne

procèdera à aucune chasse aux sorcières. « Mais le bilan sera fait dans la concertation, pour que nous puissions repartir sur des bases solides ».

Sur la situation au Sahara occidental, le conférencier précisera la nécessaire « neutralité » de la Mauritanie par rapport aux parties prenantes : « nous devons oeuvrer à trouver une solution consensuelle basée sur le droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leur territoire. En tant que voisins immédiats des acteurs en conflit, nous devons veiller à une neutralité stricte et positive ».

JOB

L'Authentique n°416 du lundi 08 janvier 2007